

Le Hamas emprisonne des femmes pour dettes impayées

Ola Mousa – 30 septembre 2019



Nawal Ahmad a passé les vacances en prison parce qu'elle n'a pas pu rembourser les dettes contractées pour les médicaments anti-douleur de son mari. (Mohammed Al-Hajjar)

Cette année, Nawal Ahmad n'a pas pu passer les vacances de la fin du Ramadan avec ses cinq

enfants.

Ahmad, 42 ans, a passé deux mois en prison au nord de Gaza parce qu'elle n'avait pas remboursé les dettes contractées pour les médicaments anti-douleur de son mari – il souffre d'une hernie discale – auprès d'une pharmacie locale du quartier al-Salateen de Beit Lahiya où elle vit avec sa famille.

Les dettes s'élevaient à environ 420 \$. Et n'ayant pas réussi à obtenir les médicaments nécessaires par le ministère de la Santé, Ahmad comptait sur les organismes caritatifs pour couvrir les frais.

Certains de ces organismes avaient couvert les frais médicaux de son mari dans le passé, mais cette fois-ci lorsqu'il a fallu agir, personne n'est venu payer la pharmacie. Ce n'est qu'après deux mois de prison qu'un bienfaiteur – qu'on n'a jamais identifié, mais qui a payé les dettes d'un certain nombre de personnes pour la *zakat* – charité obligatoire, troisième pilier de l'Islam – a réglé ses dettes, lui permettant de rentrer chez elle.

« Que pouvais-je faire ? » a-t-elle demandé à The Electronic Intifada. « Mon mari a 55 ans et est au chômage. Il ne peut pas bouger à cause de la douleur, ni signer aucun papier.

J'espérais
que les organismes caritatifs nous aideraient. »

Ahmad n'est pas la seule à
être allée dans ce qui est en fait la prison des débiteurs.

Ces dernières années ont été
cruelles pour la population de Gaza. Depuis 2008, trois
offensives
militaires israéliennes ont laissé les infrastructures
critiques de
Gaza – réseaux électriques, traitement des eaux usées et
logement – au bord de l'effondrement, rappelant les
avertissements des Nations Unies disant que le bande de terre
côtière
pouvait devenir inhabitable d'ici 2020.

Un blocus de ce territoire
côtier appauvri, principalement mis en vigueur par Israël,
mais
également observé par l'Égypte, a vu les efforts de
reconstruction être empêchés et les affaires et les industries
flancher.

Avec un taux de chômage qui
dépasse les 50 % et une pauvreté qui afflige presque la moitié
de la population de Gaza forte de deux millions, les gens
glissent
inévitablement de plus en plus vers un endettement croissant.

Répression

Les autorités de Gaza n'ont pas très bien su comment traiter le problème.

Jusqu'à l'année dernière, le gouvernement dirigé par le Hamas n'hésitait pas à jeter les gens en prison pour dettes impayées. Selon Ayman al-Batniji, porte-parole de la police de Gaza, presque 100.000 ordres de détention ont été émis en 2017 contre des propriétaires d'usines, des citoyens et des entrepreneurs qui s'étaient endettés ou avaient perdu leur travail.

D'après al-Batniji, environ la moitié d'entre eux ont été réellement arrêtés, même si la plupart ont été rapidement relâchés.

En 2018, les autorités de Gaza ont allégé la sanction pour arriérés financiers à cause des rudes circonstances économiques à Gaza. Mais les circonstances économiques ne se sont pas améliorées en 2019.

Al-Batniji n'a pas donné de chiffres spécifiques sur le nombre de femmes en prison, mais il a dit qu'auparavant, la police n'avait pas été trop sévère avec les femmes. Cependant, a-t-il dit, cette année elle n'a pas eu le choix.

« Nous n'aimons pas emprisonner les femmes pour raisons financières. Pourtant, cette année, nous n'avons pas pu l'éviter à cause du grand nombre de plaintes [contre les femmes endettées]. »



Samah Nour est allée en prison parce qu'elle ne pouvait régler la dette de sa famille. (Mohammed Al-Hajjar)

Samah Nour, 40 ans, a été emprisonnée pendant 10 jours en juin. Son mari avait lui même été arrêté sept fois au cours de quatre mois pour une dette de 3.000 \$.

Même

s'il reste employé de l'Autorité Palestinienne en Cisjordanie occupée – qui a ordonné à ses employés de rester chez eux après

que le Hamas a évincé de Gaza les forces du Fatah en 2007 – l'ancien policier ne reçoit maintenant que la moitié de son salaire et ne peut rembourser ses dettes.

La famille s'est débattue

et Nour a dû signer une reconnaissance de dette envers le supermarché local qui, en six mois, s'est élevée à 2.300 \$. Son

incapacité à régler cette dette l'a conduite derrière les barreaux.

« Nous avons dû

emprunter de l'argent pour nourrir nos enfants. Mon mari et moi

avons passé de nombreuses nuits en ayant faim pour assurer de quoi

manger à nos enfants ; parfois, nous n'avions qu'un seul repas », a dit Nour à The Electronic Intifada.

Nour

s'est désolée du déclin de la classe moyenne de Gaza qui, dit-elle, a pour ainsi dire disparu. La seule raison pour laquelle

elle est finalement sortie de prison c'est que son frère a pu grappiller une somme suffisante pour verser un acompte au propriétaire du supermarché.

Um

Samir, 45 ans, du camp de réfugiés de Jabaliya au nord de la

Bande

de Gaza, a passé un mois en prison pour défaut de paiement dans un magasin de fournitures médicales où elle avait acheté un lit médical spécialisé pour son mari qui souffre d'une hernie discale.

Les

ressources médicales de Gaza étant sur-tendues et sous-financées,

le temps d'attente pour ce genre d'opérations, dont les patients

comme le mari d'Um Samir ont besoin pour une hernie discale, est

très long. Ce qui peut laisser les patients en souffrance et en

invalidité pendant de nombreux mois.

Incapable de régler sa dette,

Um Samir – qui ne voulait pas donner son vrai nom pour cet article

– a été arrêtée en mai.

Faire

campagne pour la libération des prisonniers

Selon Um Samir, les

arrestations ont tendance à nuire surtout à ceux qui sont privés

de leurs droits.

« Un

très grand nombre de fonctionnaires de l'autorité et du gouvernement de Gaza sont endettés », a-t-elle dit à The Electronic Intifada. « Mais c'est nous les pauvres qui sommes le plus touchés. Les débiteurs ont besoin de garanties. Certaines femmes sont obligées de donner leur nom en tant que garants. Résultat, de nombreuses femmes se sont retrouvées en prison quand l'échéance est arrivée et qu'elles ne pouvaient payer. »

Um Samir a été libérée après qu'un don anonyme ait réglé la totalité de sa dette de presque 560 \$.

Ce don a fait suite à un appel en ligne et une campagne de Fahmi Shurrab, chargé de cours en Sciences Politiques à la Ummah Open University.

Shurrab a lancé sa campagne en avril, juste avant le Ramadan, exhortant tous ceux qui le pouvaient à aider à « apporter un peu de bonheur aux familles » des prisonniers.

« J'ai trouvé des femmes qui étaient emprisonnées parce qu'elles s'étaient retrouvées endettées pour avoir cherché de quoi nourrir ou soigner leur famille », a dit Shurrab à The Electronic Intifada. Ce n'est pas juste. C'est douloureux pour les enfants de voir leur mère en prison. »

Il avait également été ému
personnellement lorsqu'on a retrouvé un voisin mort le
lendemain
d'une nuit qu'il avait passée à s'inquiéter d'une dette
qu'il ne pouvait se permettre de rembourser.

Jusqu'ici, la campagne
semble avoir été un succès. Shurrab a dit qu'il avait levé
assez d'argent pour permettre la libération de quelque 100
femmes
et 1.000 hommes.

Shurrab
a dit que la plupart des dons provenaient de donateurs
palestiniens,
qu'ils vivent en Palestine ou ailleurs.

« Je me suis arrangé en
coopération avec la police de Gaza pour faire sortir les
prisonniers
les plus démunis, et surtout les femmes. »

Ola

Mousa est un artiste et écrivain de Gaza.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)